

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Mesdames et Messieurs les Députés, Bourgmestres, Echevins et Conseillers communaux, directeurs et responsables d'administrations, de Chambres professionnelles,
responsables d'organisations amies et sympathisants,
Chers exposants,
Chers invités,

Alors que nous nous sommes retrouvés en cette après-midi pour inaugurer l'édition 2015 de l'Oekofoire, les préparatifs pour accueillir les réfugiés qui vont venir au Luxembourg battent leur plein dans le hall d'exposition de Luxexpo à côté.

L'indicible misère que ces gens vivent nous laisse sans voix. Ce à quoi nous accordons tant de valeur au quotidien, devient insignifiant. Elle est comme un miroir qui nous montre le reflet de ce qui doit nous distinguer en tant qu'humains: notre humanité. C'est pourquoi la solidarité envers les réfugiés doit être non seulement un geste humain mais également une préoccupation politique, qui doit nous dicter de courtes procédures en vue de la reconnaissance du statut de réfugié, tout comme des conditions adéquates pour les personnes privées disposées à accueillir des réfugiés ... et bien d'autres encore. Plus que jamais, nous devons accueillir les gens à bras ouverts et les intégrer dans notre société ... et profiter de la chance d'un échange culturel qui s'offre à nous, au-delà de toute cette misère. Et surtout, n'oublions pas de mettre ouvertement en question et de changer les mécanismes qui sont à la base de cette inconcevable misère.

Le drame des réfugiés démontre clairement à quel point l'engagement de chacun d'entre nous - et de la société civile – tant au niveau politique que social, est important! Ceci dit, permettez-moi de revenir à d'autres défis qui se posent à notre société et d'exposer nos vues par la suite

Le 25 septembre est – à nos yeux – une date anniversaire qui revêt une énorme importance. Vous vous demandez certainement pour quelle raison. Eh bien, le 25 septembre 2014 – il y a donc tout juste 1 an – l'accord CETA – soit le projet de libre-échange Europe-Canada – a définitivement été retenu par l'UE et le Canada. L'accord de libre-échange CETA est le corollaire de TTIP, c.à.d. l'accord entre l'UE et les Etats-Unis. Même si CETA est moins connu: CETA et TTIP renferment en quelque sorte les mêmes points et revêtent la même importance. Dire que le projet d'accord CETA est un recueil de textes juridiques légalement contraignants de ... 1.600 (!) pages (et ce n'est pas une blague), un véritable pavé! Difficile de croire que les politiciens l'ont lu ou qu'ils ont une idée d'ensemble et connaissent le contenu en détail! C'est précisément là que le bât blesse: **un package est censé être voté qui changera notre société de fond en comble, alors qu'il ne sera pas possible de débattre contradictoirement des principes - ni sur la place publique, ni au sein des parlements.**

La commissaire européenne au commerce chargée du dossier – qui peut donner l'image d'une commissaire suédoise très sympathique – est en réalité une fervente adepte d'une politique économique néolibérale au service des multinationales transnationales puisqu'elle avoue en toute franchise que « CETA sera tout au plus amendé au niveau des imperfections techniques, quant au contenu, il n'y sera plus touché »! Que le projet n'ait

pas encore fait l'objet d'une ratification s'explique avant toute chose par le fait que traduire 1.600 pages dans les langues officielles de l'Union européenne prend inévitablement du temps.

Hélas, l'accord définitif qui est sur la table corrobore les plus grandes craintes avancées par les opposants des accords de libre-échange CETA et TTIP: l'ensemble de nos droits démocratiques et sociaux, de nos droits en tant que consommateurs et de nos valeurs écologiques, que nous avons acquis au fil de décennies, sont fondamentalement remis en question par CETA, voire même bafoués ouvertement! CETA n'est rien d'autre qu'un coup frontal porté à nos acquis démocratiques, sociaux et écologiques.

Permettez-moi de vous donner deux exemples qui illustrent parfaitement ce coup frontal: non seulement CETA, mais également - selon les négociations en cours - TTIP, permettent à une multinationale d'agir en toute légalité contre un pays pour « **pertes potentielles/manques à gagner** » et de réclamer au dit pays des millions, voire même des milliards, en guise de réparation des « dommages subis ». Ainsi p.ex., si un pays donné refuse l'autorisation d'une substance X pour des raisons évidentes de précaution ou parce qu'il détient des preuves de nocivité pour la santé humaine ou l'environnement, le fabricant (ou un quelconque distributeur étranger) de la dite substance X peut citer le pays en question devant un tribunal d'arbitrage, porter plainte contre le refus d'autorisation et réclamer réparation des dommages subis. **Une entreprise a le droit de citer un état de droit, qui lui est fondé sur des valeurs de légitimité et de démocratie, devant un organe non légitimé – qu'il ne s'agit pas de tribunaux réguliers s'ajoute comme facteur aggravant – parce que cet état s'est engagé pour défendre ses citoyens, s'opposant de cette manière à la dite protection des investisseurs qui trouve son fondement dans les accords CETA et TTIP! Incroyable mais vrai!**

Des précédents existent d'ores et déjà! Le lobby des fabricants de cigarettes, le lobby du gaz de schiste ... qui ont manifesté leur opposition via des procès de la sorte, en sont sortis en partie vainqueurs. Comble: les droits douteux seraient apparemment encore élargis! **Voilà une mise en question massive de notre état de droit, de toutes nos valeurs et nos fondements. De concert avec nos nombreux partenaires nationaux, européens et internationaux, nous mettrons tout en oeuvre pour contrer ces agissements. Nos parlements et gouvernements sont élus pour décider librement dans le respect du bien-être des citoyens et non pour agir dans l'intérêt de multinationales qui ne se soucient guère du bien-être de tous. Les droits des investisseurs ne doivent pas primer sur les droits démocratiques des parlements! La suprématie politique et démocratique ne doit pas glisser du côté des multinationales!**

Et comme si ce n'était pas assez: TTIP et CETA sont des « living agreement »... ce qui signifie que ce sont des accords « vivants », qui doivent pouvoir « se développer ». Mais – rien d'étonnant - non pas sur base démocratique. Figurez-vous qu'il est prévu de mettre en place une commission – dans le cadre de la dite *regulatory cooperation* – qui sera chargée du développement des valeurs et règles dans le sens des accords CETA et TTIP. Bien sûr cette commission ne se composera point de représentants élus démocratiquement qui seraient censés rendre compte à leurs pays et à leurs électeurs. Bien sûr que non. Et les décisions qui seront prises par cette commission ne doivent pas être avalisées par les différents états membres, mais non, elles leur sont imposées, tout simplement.

Résumons à ce point: Phase 1: les parlements sont dépourvus de leurs droits. Phase 2: ces droits – notamment de forger des lois et des normes – sont dévolus à des acteurs non élus, ce rôle pouvant à l'avenir être facilement repris par les multinationales... .

Au niveau national, nous promovons la participation citoyenne dans nos communes et nous nous réjouissons de chaque pas en avant ... alors que parallèlement, au niveau international, nos parlements sont sapés! C'est la réalité pure et dure: nous sommes des otages, pris dans les rouages politiques de cette machinerie qu'on appelle globalisation.

Nul ne l'ignore, car c'est connu, le résultat des négociations de la commission « Juncker » dans le cadre de l'accord CETA – donc avec le Canada - se trouve bel et bien sur la table. D'où: si dans le cadre de l'accord TTIP, les politiciens nous disent qu'il n'y a pas lieu d'être inquiet puisque les normes écologiques et sociales ne seront point touchées, ces mêmes politiciens sont ou bien naïfs, ou bien ils mentent. Nous savons tous que CETA renferme les mêmes idées que TTIP et remet par conséquent les valeurs et les normes prémentionnées fondamentalement en question!

Le tout bien sûr sous le couvert de prétendus gains en emplois et en croissance économique. 0,08% : c'est le taux de croissance que CETA laisse présager ... et encore, ce taux est controversé. Nombreux sont les économistes, les PME et les syndicalistes qui s'attendent à une montée du dumping social, accompagnée d'une délocalisation des emplois. ... 0,08%... TTIP n'incite plus guère aux pronostics ... on le conçoit!

S'y ajoute le fait suivant: il n'est toujours pas clair à 100% si CETA et TTIP devront être ratifiés par les parlements nationaux et par le Parlement européen ou non. En ce qui concerne TTIP, il a été dit qu'il fallait un accord mixte (c.à.d. ratification par les parlements), or, pour ce qui est de CETA, cela n'est pas dit clairement. Logiquement, d'aucuns appréhendent que CETA sera conclu rapidement et en cachette, sans l'association des parlements. Bon! Certains d'entre-vous diront « pourquoi tant d'agitation? Le volume des échanges commerciaux avec le Canada n'est pas si important que ça! ». Voyons, il ne faut pas se leurrer: les multinationales n'auront aucun problème de transférer leurs sièges au Canada ... et de profiter des avantages que leur réserve CETA sur les marchés européens depuis le Canada. Quelle belle opportunité (même si ce n'est qu'une porte de secours) ... pour le cas où TTIP ne serait pas réalisé. Décidément ... il faut dire que c'est malin!

En tant que Mouvement Ecologique – et je pense que je peux parler aussi au nom de la plateforme anti-TTIP luxembourgeoise – nous nous attendons à ce que notre gouvernement, notre Chambre et nos partis politiques se prononcent clairement et ouvertement pour une ratification OBLIGATOIRE par les parlements, et de CETA, et de TTIP! Dans la même mesure, nous sommes convaincus que le Luxembourg se doit de prendre position – sans hésitation aucune - durant la présidence luxembourgeoise: oui au rôle de négociateur que le Luxembourg doit jouer en sa qualité de pays coordinateur de la présidence de l'UE; dans un dossier qui revêt pareille importance, il ne faut pas se cacher derrière des prétendues obligations diplomatiques ... notre gouvernement doit annoncer la couleur et jouer cartes sur table en ce qui concerne son orientation sociopolitique. Il doit dire sans équivoque que les partenaires européens sont invités de manière conséquente à ne pas tolérer que CETA soit ratifié en cachette, et rappeler que CETA et TTIP sont fondamentalement rejetés par les citoyens-consommateurs. Et non seulement notre gouvernement ... nos partis politiques aussi doivent choisir leur camp ... aussi et surtout le parti socialiste, qui semble divisé sur ce point.

Il est vrai que CETA et TTIP occupent une place importante dans mon discours ... or, il ne faut surtout pas perdre de vue que ces accords nous imposeraient un modèle social nouveau, que nous ne voulons pas! CETA et TTIP représentent des choix pour le moins inquiétants et véhiculent des tendances fondamentales qui cherchent à s'incruster dans – et à suivre comme un fil rouge – tous les domaines cruciaux de la politique luxembourgeoise.

Venons-en au sujet de l'agriculture: à côté de la sécheresse, l'embargo russe serait le facteur le plus problématique pour notre agriculture. Tel était le message lancé au cours des derniers jours dans les nouvelles par des représentants du secteur agricole. Il faut d'abord « digérer » ce message. Un secteur, dont les objectifs premiers sont la production d'aliments sains ainsi que la préservation active de nos ressources vitales – à savoir la nature, l'eau et le sol – et qui, plus qu'aucun autre, a pour vocation le régionalisme, serait affecté, voire dépendant, de l'embargo russe??? Une interview très marquante de Jean Stoll parue dans *le Land* l'a bien mis en vigueur: « les agriculteurs veulent que leurs produits s'affirment sur le marché mondial, ils sont devenus les esclaves du marché mondial ... de leur propre faute! » Impossible que ce soit l'objectif de notre politique agricole! Le lait – produit d'exportation pour le marché somalien? Non!

Et pourtant: ni la politique nationale, ni la plupart des associations agricoles ne cherchent à mettre à profit la marge de manoeuvre qui leur est laissée en dépit des contraintes de l'UE, pour promouvoir davantage une agriculture régionale. Certains agriculteurs ont le courage de mettre ouvertement le système en question : tout espoir n'est donc pas perdu. Pour nous, la course autour du lait avec les chinois et les russes est perdue d'avance! Au lieu de voir dans l'écologie un ennemi, les associations agricoles (l'agriculteur isolé ne le pense pas forcément) seraient bien avisées d'unir leurs forces et de réfléchir ensemble avec les autres acteurs comment sortir de l'impasse et se tourner vers une agriculture régionale, de taille moyenne, qui se met aussi au service de la préservation des ressources naturelles. **CETA et TTIP sont le symbole d'une globalisation dont les acteurs nationaux et régionaux font les frais; la même chose vaut pour notre actuelle politique agricole.** Le message suivant s'adresse à eux dans la même mesure: tournez le dos à la globalisation effrénée et retournez à une régionalisation aux dimensions humaines et gérables. **La loi agraire – qui est actuellement en projet à la Chambre – prévoit la coquette somme de 700 millions d'euros (donc plus de 35 milliards de LUF) en guise d'aides nationales pour participer dans la course sur le marché mondial!** Les proportions sont de loin sous-évaluées lorsqu'il s'agit de contribuer à l'agriculture régionale et à la préservation de la nature, de nos eaux et de notre environnement ... bref de notre société. La Chambre peut toujours faire marche arrière et opter résolument pour un modèle social alternatif – il n'est pas trop tard, let's do it!

Qui dit agriculture, dit gestion et valorisation de nos ressources forestières. D'aucuns ne sont peut-être pas tout à fait conscients du fait que la gestion de nos forêts a fortement changé! Et si cela continue au rythme présent, la situation changera encore davantage, car nos bois sont de moins en moins utilisés à des fins locaux ou régionaux. L'actuel modèle recourt de moins en moins aux arbres d'un certain âge, les gardes forestiers sont surtout priés de livrer *just in time* de bons arbres qui sont destinés à l'exportation, sur les navires à conteneurs, à destination de la Chine, du monde asiatique e.a. . Alors que le bois – au même titre que la production alimentaire – devrait pourtant servir prioritairement les besoins régionaux! Dans ce contexte, je me réjouis particulièrement de notre collaboration avec *FSC Lëtzebuerg* dans le but de développer des concepts communs pour une gestion durable de nos bois et forêts afin de créer des emplois, de stimuler la création de valeurs économiques régionales ... plutôt que de jouer ici également dans la cour des compétiteurs mondiaux.

Tout est question de savoir quel modèle économique et social nous voulons, et quelles sont nos priorités en termes de valeurs. J'enchaîne sur un autre exemple: **la réforme fiscale!** Pour nous c'est l'épreuve par excellence à laquelle l'actuel gouvernement devra se soumettre. 2016 sera l'année de la vérité! Je ne parle pas des annonces faites sur l'un ou l'autre taux ... non, je vise les déclarations claires et non équivoques qui annoncent des objectifs précis et fondamentaux – non pas la vague volonté de soulager la classe moyenne.

Nous invitons clairement le gouvernement à lancer un débat sur les éléments-clés stratégiques et sociopolitiques de cette réforme ! Il s'agit de déduire les objectifs sociaux du débat purement technique.

Imposer davantage la consommation des ressources en non pas la main-d'oeuvre et l'ensemble des éléments sociaux; imposer davantage le capital par opposition à la véritable main d'oeuvre! Nous avons sollicité l'appui d'un institut spécialisé afin de rassembler tous les éléments-clés indispensables à la réalisation d'une réforme fiscale qui se veut durable et nous allons présenter ces éléments-clés en octobre. **Nous attendons de notre gouvernement tricolore – bleu-rouge-vert - qu'il réalise une réforme socio-écologique, digne de cette appellation!**

Faire une réforme fiscale durable signifie aussi: se détourner des taxes contre-productives. La semaine dernière, le Luxembourg a fait l'objet d'une attaque par la presse internationale, qui le positionne à la tête des pays qui subventionnent le recours aux énergies fossiles au moyen d'un taux d'accises plus favorable. Et même si cette étude comporte bon nombre de failles, l'analyse de fond dit vrai. Nous voilà arrivés au thème de **l'énergie et du climat** ! Même les plus inavertis ont entretemps compris qu'il faut passer à l'action : la Californie est – pour ainsi dire – en flammes, des pays comme l'Inde ou le Pakistan souffrent de changements climatiques extrêmes ... l'on présage des millions de réfugiés climatiques ! Notons dans ce contexte l'engagement en faveur du sommet climatique à Paris de notre ministre du Développement durable dans le cadre de la présidence luxembourgeoise, un engagement que nous apprécions vivement ! En notre qualité de partenaire de *Votum Klima*, nous allons publier une position détaillée sur nos revendications formulées dans le contexte de la conférence 2015 sur le climat qui se déroulera à Paris. Mais d'abord 2 choses: ce sont les ministres des Finances qui, en novembre, discuteront également des aspects financiers, de la répartition des charges, de l'aide à apporter aux pays tiers afin qu'ils puissent réaliser des mesures d'adaptation aux conditions climatiques changeantes, etc. Là aussi, nous nous attendons à ce que notre ministres des Finances adopte une position très conséquente et à ce que notre gouvernement y réserve une suite dans le sens des revendications de ces pays. L'autre point c'est: dans le cadre de la présidence luxembourgeoise, nous voulons motiver les autres pays européens à s'engager sur une voie plus contraignante en termes d'objectifs et de politique climatiques, ce qui est certes une bonne chose. Or: le Luxembourg lui-même n'a (toujours) pas adopté sa stratégie en matière de politique énergétique! Et même si le pacte climat conclu avec les communes est un bon début, nous ne pouvons pas prétendre d'avoir une véritable stratégie efficace au niveau national en matière de climat. Pour ce qui est du développement des énergies renouvelables, le Luxembourg pourrait faire des efforts supplémentaires, en ce qui concerne la transposition de la directive relative à l'efficacité énergétique, nous avons fait le strict minimum jusqu'ici. Cerise sur le gâteau : le Fonds de compensation luxembourgeois garde toujours des investissements importants dans les multinationales des secteurs du nucléaire et de l'énergie fossile. Restant toujours sans réponse, nous réitérons notre revendication à l'adresse du gouvernement d'opérer une réaffectation des sommes investies en faveur des sources d'énergies renouvelables. **Nous croisons les doigts pour le Luxembourg lors de son intervention à Paris, mais nous ne devons pas oublier de faire nos devoirs à domicile!**

L'actualité politico-environnementale se prête à de nombreux commentaires. Maintenant que la route du Nord est officiellement ouverte à la circulation, nous nous attendons à ce que des mesures concrètes soient arrêtées afin de calmer le trafic dans la vallée. Aussi, nous sommes d'avis que l'élargissement de l'A3 – sous le couvert de prétendues mesures de sécurité – est un élargissement au seul service du trafic individuel et doit donc être empêché. Nous revendiquons que les mesures de compensation dans le cadre du projet *Nordstrooss* soient transposées avec la fermeté qui s'impose. Au-delà, malgré qu'il faudra encore patienter avant de voir la loi sur l'aménagement du territoire enfin réformée, l'aménagement concret, sur le terrain, ne doit pas rester un vain mot: ainsi, les territoires conventionnés doivent être animés et les grands projets de développement

urbain, qui représentent une chance unique pour des régions entières et qui sont créateurs de logements (tels la *Nordstad* et le centre agricole Mersch), doivent être promus activement par l'Etat. Qui plus est, nous nous attendons à ce que des concepts de mobilité régionaux voient le jour, des concepts qui seront conçus en étroite collaboration avec les usagers actuels et potentiels. Le plan de gestion de l'eau - remis en question par le Mouvement Ecologique et une série de communes suite au constat d'absence de toute stratégie (les auteurs du plan de gestion ayant ouvertement admis que le plan en question n'améliorera guère la situation actuelle de manière concrète) – devra faire l'objet d'amendements fondamentaux. Finalement, nous sommes impatients de voir enfin la loi sur la protection de la nature réformée. Je pourrais continuer dans ma longue liste ... mais alors il faudrait installer des fauteuils pour vous, pour que vous puissiez écouter mon long discours en étant installés confortablement. Je m'arrêterai donc à ce point ...

... néanmoins, permettez-moi de conclure mon discours sur une note fondamentale: ce week-end se déroule à New York le grand sommet des Nations unies sur les objectifs du millénium, où le Luxembourg sera présent. Ce sommet a pour vocation de lier concrètement les objectifs de durabilité aux objectifs de développement. Des ONG dans le monde entier ont formulé leurs revendications pour le sommet. Les revendications centrales sont notamment la réforme du modèle économique dans le sens d'une équité globale et d'un développement durable, et la participation citoyenne. A l'occasion de l'Oekofoire, des ONG lancent un appel au gouvernement luxembourgeois pour qu'il ratifie enfin la dite Convention ILO-169, qui renforce les droits des peuples indigènes, qui rassemblent quelque 370 millions de personnes. Nous soutenons cet appel et invitons notre gouvernement à suivre l'exemple de 22 autres états et à ratifier comme eux cette Convention au cours de la présidence luxembourgeoise.

Au vu de ce qui précède, mon message est aussi « que nous vivons une période très prenante ». Il est rare de voir 2 modèles sociaux s'affronter qui sont diamétralement opposés: globalisation effrénée vs régionalisation, croissance vs qualité, consommation vs économie sociale et solidaire, protection de nos ressources vitales vs surexploitation, équité mondiale vs déséquilibre économique et social, emprise sur la politique par les multinationales vs démocratie et participation citoyenne, globalisation vs promotion de la régionalisation des cycles économiques.

Cette nuit, le nombre des 2,8 millions de personnes ayant signé la pétition anti-TTIP en Europe fut atteint. De nombreuses ONG et citoyens se disent prêts à provoquer le changement par la base ... indépendamment des résultats de Paris. Et si nous avons une chance de voir le modèle social solidaire et écologique l'emporter, c'est grâce aux gens qui prennent conscience, grâce à l'engagement croissant de la société civile et des femmes et hommes politiques qui soutiennent ce mouvement.

C'est pourquoi nous saluons le fait que cette année, à l'Oekofoire, des ONG se sont rassemblées sur un stand commun autour du thème du bien-être de tous, sous le libellé « vivre ensemble, consommer et gérer différemment ». De telles initiatives nourrissent l'espoir que le changement initié par la base encouragera le changement des mentalités *on top*. Dans ce sens: rendez-vous le 10 octobre pour la grande manifestation anti-TTIP en Ville!

Une démocratie vivante est le fondement de tout changement et de tout modèle social durable: voilà pourquoi – et je conclus maintenant définitivement - : laissons derrière nous le traumatisme d'un référendum mal structuré et concentrons dorénavant tous nos efforts sur la culture de la participation qui est promise et ancrée dans le programme de la coalition gouvernementale!